

Compte-Rendu du Conseil Municipal du 29 octobre 2009

Nombre d'élus : 23
En fonctions : 23
Présents : 18

Le Conseil Municipal, dûment convoqué à 19 heures 30, en séance ordinaire, s'est réuni en Mairie sous la présidence de M. Jacques STRAUB, Maire

Etaient présents: Mmes GAUGIN - PALUCCI - M. NAVROT - DHIOS - NICOLAY Adjoints.

Mmes HERZHAUSER - CUSUMANO - FLORI - ANTOINE - DILLER
M. PERRET - BRABLE - KAUFFER - VINCENT - QUINIO - CORTINA - OMINETTI - Conseillers.

Absents excusés:	Mme MAHIEU	procuration à M. BRABLE
	Mme ANDRE	procuration à M. NICOLAY
	M. TISON	procuration à M. DHIOS
	Mme PATRICOLA	procuration à M. OMINETTI
Absent :	M. LORANG	

Date d'envoi de la convocation : 22 octobre 2009

Secrétaire de séance : Madame FLORI

Ordre du Jour

1. Approbation compte rendu du Conseil Municipal du 1^{er} septembre 2009
2. Personnel communal – Régime indemnitaire.
3. Informatique accueil périscolaire – Demande de subvention à la CAF
4. UEM – URM – Contrat de concession pour le service public du développement et de l'exploitation du réseau de distribution d'électricité et de la fourniture d'énergie électrique aux tarifs réglementés.
5. Affaires scolaires
 - a. Demande de subvention USEP
 - b. Demande de subvention ACDAP
6. Aménagement sécuritaire – Coussins berlinois – Demande de subvention au Conseil Général
7. Bâtiments communaux – Contrat de maintenance alarme.
8. Renouvellement du prix du bail de chasse
9. Demande de subvention au titre des amendes de police – Aménagement de sécurité parc de l'Archyre/rue Pichon
10. Pose et dépose des illuminations de Noël - Résultat de l'appel d'offres
11. Droit de préemption urbain – Achat de terrains dans le site classé

12. HAGANIS – Rapport d'activité 2008

- a) Assainissement
- b) Traitement des déchets

13. Divers

1) APPROBATION DU COMPTE-RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 1^{er} SEPTEMBRE 2009

Mme DILLER signale qu'elle avait fait parvenir en mairie par mail une procuration et que celle-ci n'a pas été prise en compte lors du dernier conseil.

Mme MULLER répond qu'à sa connaissance aucune procuration par mail ne lui est parvenue ou ne lui a été communiquée. Il est possible qu'un problème informatique de réception des messages soit à l'origine de cette erreur.

Toutefois, et afin d'éviter le problème, elle propose que les personnes empêchées d'assister à un conseil, passent en mairie déposer leur procuration signée (soit en remplissant un document prévu à cet effet, soit en déposant leur écrit précisant la date du conseil pour lequel le mandat est donné et le nom du mandataire). Par ailleurs, il est bon que la personnes choisie soit clairement informée car elle ne peut recevoir 2 procurations.

Aucune autre observation n'ayant été formulée, le compte rendu du Conseil Municipal du 1^{er} septembre 2009 est approuvé.

2) PERSONNEL COMMUNAL – REGIME INDEMNITAIRE
Rapporteur : Monsieur le Maire

Monsieur le Maire informe qu'au vu de l'évolution des grades et de leur dénomination depuis la prise de la dernière délibération relative au régime indemnitaire et à la création de nouveaux postes non prévus à l'origine, il convient d'effectuer une remise à jour, à savoir ajouter ou modifier la dénomination des cadres d'emplois concernés.

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment ses articles 87, 88, 111 et 136,

Vu le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1^{er} alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 précitée,

Vu le décret n°2002-63 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des services déconcentrés,

Indemnité Forfaitaire pour travaux supplémentaires

➤ **décide** d'instituer selon les modalités ci-après et dans la limite des textes applicables aux agents de l'Etat (décret n° 2002-63 et l'arrêté du 14 janvier 2002) l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires aux agents relevant des cadres d'emplois suivants :

Filière	Cadre d'emplois
Administrative	Attaché Rédacteur
Animation	Animateur

Les montants moyens annuels sont, conformément aux dispositions en vigueur, indexés sur la valeur du point fonction publique. L'IFTS ne pourra excéder, à titre individuel, huit fois le montant annuel moyen propre à chaque catégorie.

Ils seront proratisés pour les agents à temps non complet ou autorisés à travailler à temps partiel.

Pour mémoire cette indemnité n'est pas cumulable avec l'indemnité d'administration de technicité. Cette indemnité ne peut pas être non plus attribuée aux agents logés par nécessité absolue de service.

Critères d'attribution

L'autorité territoriale procèdera aux attributions individuelles par la modulation du taux moyen annuel attaché à la catégorie dont relève l'agent, multiplié par un coefficient compris entre 1 et 8, entre l'ensemble des bénéficiaires fixés grade par grade dans la limite relevant des crédits ouverts annuellement par l'assemblée délibérante.

L'attribution se fera en fonction des critères suivants (par exemple, la liste n'est pas exhaustive) :

- le supplément de travail fourni
- l'expérience professionnelle (traduite par rapport à l'ancienneté, des niveaux de qualification, des efforts de formation)
- les fonctions de l'agent appréciées par rapport aux responsabilités exercées, au niveau d'encadrement...

Aux agents assujettis à des sujétions particulières, la révision (à la hausse ou à la baisse) de ces taux pourra être effective dans le cas de modification substantielle des missions de l'agent.

Indemnité Horaire pour travaux supplémentaires

➤ **décide** d'instituer l'indemnité horaire pour travaux supplémentaires aux agents de catégorie C et à ceux de catégorie B dont la rémunération est au plus égale à l'indice brut 380 relevant des cadres d'emplois suivants :

Filière	Cadres d'emploi
Police	Brigadier
Technique	Agent de Maîtrise
	Adjoint Technique
Administrative	Rédacteur
	Adjoint Administratif
Médico-sociale	ATSEM
Culturelle	Adjoint du patrimoine
Animation	Animateur
	Adjoint d'animation
Contractuel	CAE
	CAV

Les indemnités horaires pour travaux supplémentaires sont attribuées dans le cadre de la réalisation effective de travaux supplémentaires demandés par l'autorité territoriale ou le chef de service et selon les dispositions du n° 2002-60 du 14 janvier 2002. La rémunération de ces travaux supplémentaires est subordonnée à la mise en place de moyen de contrôle (moyen de contrôle automatisé – décompte déclaratif). Le versement de ces indemnités est limité à un contingent mensuel de 25 heures par mois et par agent.

Lorsque les circonstances exceptionnelles le justifient et pour une période limitée, le contingent mensuel peut être dépassé sur décision du chef de service qui en informe immédiatement les représentants du personnel du Comité Technique Paritaire (CTP).

A titre exceptionnel, des dérogations peuvent être accordées après consultation du CTP, pour certaines fonctions. Pour les agents à temps non complet, les IHTS sont calculés selon le taux horaire de l'agent dans la limite des 35 heures. Au delà, elles sont calculées selon la procédure normale décrite dans le décret n°2002-60.

L'attribution d'IHTS aux agents bénéficiaires de la concession d'un logement par utilité ou nécessité de service est désormais possible.

Indemnité d'Administration et de Technicité

➤ **décide** d'instituer selon les modalités ci-après l'indemnité d'administration et de technicité aux agents relevant des cadres d'emplois suivants :

Filière	Cadres d'emploi
Police	Brigadier
Technique	Agent de Maîtrise
	Adjoint Technique
Administrative	Rédacteur
	Adjoint Administratif
Médico-sociale	ATSEM
Culturelle	Adjoint du patrimoine
Animation	Animateur
	Adjoint d'animation

Les taux moyens retenus par l'assemblée sont, conformément aux dispositions en vigueur, indexés sur la valeur du point fonction publique. Ils seront proratisés pour les agents à temps non complet ou autorisés à travailler à temps partiel.

Au taux moyen est affecté un coefficient multiplicateur d'ajustement compris entre 1 et 8.

Critères d'attribution

Conformément au décret n°91-875, le Maire fixera et pourra moduler les attributions individuelles dans la limite fixée au paragraphe consacré aux bénéficiaires, en fonction des critères suivants (*la liste n'est pas exhaustive*) :

- la manière de servir de l'agent
- la disponibilité de l'agent, son assiduité,
- l'absentéisme : retenue en cas de maladie 1/20^{ème} du mois par jours d'absence
- l'expérience professionnelle (*traduite par rapport à l'ancienneté, des niveaux de qualifications, des efforts de formations*)
- les fonctions de l'agent appréciées par rapport aux responsabilités exercées, au niveau d'encadrement, défini par exemple dans le tableau des emplois de la collectivité.

Aux agents assujettis à des sujétions particulières, la révision (à la hausse ou à la baisse) de ses taux pourra être effective dans le cas de modification substantielle des missions de l'agent.

Indemnité de missions des Préfectures

➤ **décide** d'instituer le principe du versement de l'indemnité d'exercice de missions des préfectures conformément aux dispositions des textes réglementaires la régissant et dans la limite du crédit global budgétisé au titre de l'exercice, au profit des cadres d'emploi suivants :

➤

Filière	Cadre d'emplois
Administrative	Attaché Rédacteur
Technique	Agent de maîtrise
Animation	Animateur

A titre de précision, les montants annuels de référence peuvent connaître une variation suivant un coefficient multiplicateur de 0,8 à 3.

Cette indemnité fera l'objet d'un ajustement automatique lorsque les montants ou taux, les corps de référence seront revalorisés ou modifiés par un texte réglementaire,

Critères d'attribution

Conformément au décret n°91-875, le Maire fixera et pourra moduler les attributions individuelles dans la limite fixée au paragraphe consacré aux bénéficiaires, en fonction des critères suivants (*la liste n'est pas exhaustive*) :

- la manière de servir de l'agent
- la disponibilité de l'agent, son assiduité,

- l'absentéisme : retenue en cas de maladie 1/20^{ème} du mois par jours d'absence
- l'expérience professionnelle (*traduite par rapport à l'ancienneté, des niveaux de qualifications, des efforts de formations*)
- les fonctions de l'agent appréciées par rapport aux responsabilités exercées, au niveau d'encadrement, défini par exemple dans le tableau des emplois de la collectivité.

Aux agents assujettis à des sujétions particulières, la révision (à la hausse ou à la baisse) de ses taux pourra être effective dans le cas de modification substantielle des missions de l'agent.

Périodicité de versement

Le paiement des primes et indemnités fixées par la présente délibération sera effectué selon une périodicité mensuelle.

Clause de revalorisation

Précise que les primes et indemnités susvisées feront l'objet d'un ajustement automatique lorsque les montants ou taux ou les corps de référence seront revalorisés ou modifiés par un texte réglementaire,

Modalités de maintien et suppression

Le versement des primes et indemnités est maintenu pendant les périodes de : congés annuels et autorisations exceptionnelles d'absence, congés de maternité ou paternité, états pathologiques ou congés d'adoption, accidents de travail, maladies professionnelles reconnues, congé de maladie ordinaire n'impliquant pas le demi traitement.

Les primes et indemnités cesseront d'être versées :

- en cas d'indisponibilité impliquant une absence continue supérieure à 6 mois,
- à l'agent faisant l'objet d'une sanction disciplinaire et portant sur une éviction momentanée des services ou fonctions (agents suspendus, mis à pied...)

Abrogation de délibération antérieure

La délibération en date du 02 février 2004 portant sur le régime indemnitaire est abrogée.

Crédits budgétaires

Les crédits correspondants seront prévus et inscrits au budget.

Adopté à l'unanimité.

3) INFORMATIQUE ACCUEIL PERISCOLAIRE – DEMANDE DE SUBVENTION A LA CAF

Rapporteur : Mme GAUGIN

Mme GAUGIN informe l'Assemblée que depuis plusieurs mois, l'ordinateur de l'accueil périscolaire montre des signes de faiblesses, le lecteur CD ne fonctionne plus et a nécessité l'intervention de la maintenance à plusieurs reprises.

La nouvelle directrice a accepté de prendre en charge la conception et l'édition de la facturation à partir de janvier prochain. Ce travail était jusqu'à présent réalisé par la comptabilité.

Le logiciel nécessaire demande un ordinateur plus puissant et une imprimante performante.

De plus, elle précise que dans le cadre de la mise en place d'une activité ados dans les prochains temps, les animateurs ont proposé plusieurs activités dont l'édition d'un journal. Afin de répondre à cette demande, un deuxième ordinateur et une imprimante s'avèrent nécessaires.

Mme GAUGIN précise que l'achat de matériels informatiques (PC, Imprimante, logiciel) peut être subventionné par la CAF au titre de l'exercice budgétaire 2010 à hauteur de 45 % pour les communes possédant un contrat enfance jeunesse.

Un devis d'un montant de 2 665 euros TTC a été établi. Celui-ci comprend 2 PC avec écran, clavier et souris, Windows 7, une imprimante laser Net B, une imprimante couleur multifonctions ainsi que 2 pack office professionnel 2007.

Le montant de la dépense subventionnable est plafonné comme suit :

- ➔ 1500 € TTC pour un PC multimédia
- ➔ 300 € TTC pour une imprimante
- ➔ 500 € TTC pour les logiciels de type Microsoft Office.

Après renseignement auprès de la CAF, il est possible de procéder dès maintenant aux achats sans attendre l'accord d'octroi de la subvention.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

⇒ **donne** son accord pour l'achat de matériels informatiques pour l'accueil périscolaire pour un montant de 2665 € TTC.

⇒ **sollicite** auprès de la CAF l'octroi d'une subvention dans le cadre du contrat Enfance Jeunesse de la Commune pour l'acquisition de ces matériels

⇒ **précise** que la part non subventionnable sera prise sur les fonds propres de la Commune.

Adopté à l'unanimité.

4) UEM-URM – CONTRAT DE CONCESSION POUR LE SERVICE PUBLIC DU DEVELOPPEMENT ET DE L'EXPLOITATION DU RESEAU DE DISTRIBUTION D'ELECTRICITE ET DE LA FOURNITURE D'ENERGIE ELECTRIQUE AUX TARIFS REGLEMENTES

Rapporteur : Monsieur DHIOS

Monsieur DHIOS informe l'Assemblée que dans le cadre des dispositions de l'article 14-111 de la loi n°2004-803 du 9 août 2004, telle que modifiée par la loi n°2006-1537 du 7 décembre 2006, la régie UEM a procédé au 1^{er} janvier 2008 à la création de la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale UEM et à la filialisation de son activité de gestion des réseaux. Conformément au principe de séparation des activités de fourniture d'une part, de l'activité de gestion des réseaux de distribution d'électricité, d'autre part, l'activité de gestion des réseaux a été transférée à une filiale, constituée sous forme de société par actions simplifiée (URM). Ce transfert s'est accompagné de l'apport au 31 décembre 2007 à URM de l'ensemble des biens, droits et obligations attachés aux activités de gestion de réseaux d'électricité exercées précédemment par la régie UEM.

Par conséquent, les droits et obligations portant sur la construction et l'exploitation des réseaux de distribution d'électricité initialement convenus entre la commune et la Ville de Metz par convention en date du 26 novembre 1911 et reconduits par tacite reconduction jusqu'à aujourd'hui, ont été directement transférés à la SAS URM. Si cette situation de droit ou de fait a été reconnue et maintenue par l'article 23 de la loi de 1946 et confortée par la loi n°2006-15 37 du 7 décembre 2006 relative au secteur de l'énergie, il apparaît aujourd'hui nécessaire de refonder notre dispositif contractuel et de renforcer ainsi juridiquement les relations entre la commune et le groupe UEM.

En application de l'article L.2224-31 du Code Général des Collectivités Territoriales, il revient à la commune, en tant qu'autorité concédante de la distribution d'électricité, de négocier, conclure les contrats de concession et d'exercer le contrôle du bon accomplissement des missions de service public prévues dans le cahier des charges.

Lors d'une entrevue en mairie avec les dirigeants de l'UEM, un projet de cahier des charges a été soumis à la commune aux fins d'approbation. Il relève du modèle négocié avec la FNCCR (Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies) et les associations professionnelles représentant les Entreprises Locales de Distribution (ce contrat est lui-même une déclinaison du modèle signé en juillet 2007 entre le groupe EDF et la FNCCR).

Le cahier des charges proposé, présente les caractéristiques principales suivantes :

- 1- le contrat porte sur la mission de service public de l'électricité, laquelle comprend :

- la mission de développement et d'exploitation du réseau public de distribution d'énergie électrique sur le ban communal ainsi que le raccordement et l'accès dans des conditions non discriminatoires des usagers au réseau public de distribution, assuré par URM
- la mission de fourniture d'énergie aux tarifs réglementés, y compris celui de la tarification spéciale « produit de première nécessité » assurée par UEM

2- Le contrat garantit à URM le droit exclusif de développer et d'exploiter le réseau de distribution d'énergie électrique et d'établir les ouvrages nécessaires à l'exercice de cette mission sur le ban de la commune. (le périmètre concédé comprend les ouvrages basse tension. Les réseaux de tension supérieur sont exploités actuellement également par URM dans le cadre d'une concession d'Etat DSP (Distribution aux Services Publics).

3- Le contrat garantit à UEM le droit exclusif de fournir l'énergie électrique aux usagers bénéficiant des tarifs réglementés de vente, y compris la tarification spéciale « produit de première nécessité » ;

4- Le service public est exécuté aux risques et périls du concessionnaire, dans ses missions respectives, ce dernier étant autorisé à percevoir auprès des usagers le prix destiné à rémunérer les obligations mises à sa charge ;

5- Au titre de la gestion des réseaux, le contrat comporte des obligations importantes en matière de qualité de distribution de l'électricité ;

6- Le concessionnaire demeure, dans la plupart des cas, maître d'ouvrage des travaux de renforcement, d'extension ainsi que l'ensemble des travaux de branchement sur le réseau de distribution ;

7- Le concessionnaire s'engage à construire en technique discrète 90 % des nouveaux réseaux (via notamment l'enfouissement de réseaux)

8- Deux redevances sont prévues : une redevance R1 (dite redevance de fonctionnement) et une redevance R2 (redevance d'investissement) ayant pour objet de financer en partie les dépenses d'investissement que la collectivité locale pourrait engager sur le réseau électrique.

9- Le contrat serait conclu pour une période de 30 ans.

10- Le contrôle du concessionnaire est précisément organisé.

De plus, il est précisé que le service public de l'électricité, objet du présent contrat de concession, s'inscrit dans une activité de monopole consacrée par la loi n°46-628 du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz et confirmée, notamment par la loi n°2006-1537 du 7 décembre 2006 relative au secteur de l'énergie.

Monsieur DHIOS fait un bref état des questions qui ont été abordées au cours de cette entrevue, à savoir :

Durée du contrat : 30 ans préconisés par URM, c'est en fait la durée couvrant la période de vie des ouvrages ainsi que l'amortissement des investissements. (Difficile à réduire exemple : EDF 40 ans)

Exclusivité de la fourniture d'électricité : il s'agit du tarif réglementé qui nous garantit également le TPN (tarif de première nécessité)

(Article de presse dans le RL du 16/09/09 : Concurrence sur le marché de l'électricité – Le gouvernement va engager une réforme du marché de l'électricité afin de favoriser la concurrence dans le secteur dominé par EDF. D'après les services du Premier ministre, un nouveau dispositif de régulation devrait être effectif au 1^{er} juillet 2010, et permettre aux concurrents d'EDF (GDF Suez, Poweo, Direct Energie) d'acheter une partie de la production électrique du groupe public à un prix déterminé par les « conditions économiques du parc nucléaire historique ».)

Pour info 0,6 % des abonnés domestiques se sont dirigés vers d'autres fournisseurs qu'UEM.

Les redevances R1-R2-R3 : C'est un élément nouveau dans le nouveau cahier des charges :

- **R1** est une redevance de fonctionnement calculée sur le N.B. d'abonnés et la longueur de réseau sur les voies communales s'élèverait à ~ 600€.

- **R2** est une redevance d'investissement très intéressante puisque calculée sur le montant des travaux de renouvellement, d'enfouissement et d'extension des réseaux (20%) de l'année N à N-2 estimation : 18 000€.

- **R3** n'existe pas chez nous puisque nous n'appliquons pas la TLE. Cependant pour les années à venir, cette taxe assez substantielle pourrait être mise en place par le gouvernement et ce serait pour Scy-Chazelles ~ 47 000€/an. (1 commune sur 142 applique cette taxe)

Plan des ouvrages : C'est nouveau nous aurons la possibilité de consulter les plans des ouvrages sur DVD et bientôt un site URM sera accessible pour une consultation actualisée des ouvrages.

En conclusion, l'URM, comme les autres entreprises ErDF, GrDF reste pour les années à venir le concessionnaire historique compétent, qualifié et qui est seul à nous offrir des tarifs réglementés.

Monsieur QUINIO demande s'il n'est pas obligatoire de procéder à une mise en concurrence. En effet, s'il conçoit que la commune soit liée pour 30 ans dans le cadre de la maintenance des réseaux, il estime qu'en ce qui concerne la fourniture le délai de 30 ans est trop long.

Monsieur DHIOS précise que si la réglementation oblige les concessionnaires à scinder la fourniture de la distribution, le contrat reste global. D'autre part, en application de l'article L1411-12 du Code général des Collectivités Territoriales, les contrats de concession peuvent être mis en conformité sans mise en concurrence préalable.

Au vu de ce qui précède, Monsieur DHIOS demande au Conseil de bien vouloir se prononcer.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

VU la directive n°2003-54 du 23 juin 2003 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité modifiant la directive 96/92/CE du 19 décembre 1996 et se substituant à elle,

VU la loi n°46-628 du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz prise notamment en son article 23,

VU la loi n°2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité prise notamment articles 2 et 4,

VU la loi n°2003-803 du 9 août 2004 relative au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières,

VU la loi n°2006-1537 du 7 décembre 2006+ relative au secteur de l'énergie,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales pris notamment en ses articles L.1411-12 et L.2224-31

VU le contrat de concession signé le 26 novembre 1911 entre la commune de Scy-Chazelles et la Ville de Metz et reconduit par tacite reconduction jusqu'à aujourd'hui,

VU le contrat du 13 juin 1938 par lequel l'Etat concède la construction et l'exploitation d'un réseau de distribution d'énergie électrique aux services publics à la Ville de Metz (laquelle a confié depuis l'origine cette mission à sa régie UEM)

VU les statuts de la SAEM L UEM et de la SAS URM,

VU le projet de contrat de concession pour le service public du développement et de l'exploitation du réseau de distribution d'électricité et de la fourniture d'énergie électrique aux tarifs réglementés et ses annexes à conclure de façon tripartite avec la Société par Actions Simplifiée (SAS) URM et la SAEM L UEM.

CONSIDERANT que le contrat de concession, le cahier des charges et ses annexes ont pour objet la mission de service public de l'électricité, laquelle comprend :

- le développement et l'exploitation du réseau public de distribution d'énergie électrique sur le ban communal ainsi que le raccordement et l'accès dans des conditions non discriminatoires des usagers au réseau public de distribution, assurée par URM.
- La fourniture d'énergie aux tarifs réglementés, y compris celui de la tarification spéciale « produit de première nécessité », assurée par UEM

CONSIDERANT le concessionnaire du service public, est responsable du bon fonctionnement du service, à ses risques et périls, et le gère conformément au contrat de concession,

DECIDE

- **de confier** à la société par Actions Simplifiée (SAS) URM les missions de développer et exploiter le réseau public de distribution d'énergie électrique ainsi que le raccordement et l'accès dans des conditions non discriminatoires des usagers au réseau public de distribution sur le ban communal.
- **de confier** à la SAEM UEM les missions de fourniture d'énergie électrique aux tarifs réglementés sur le ban communal.
- **d'approuver** le contenu du contrat de concession pour le service public du développement du réseau de distribution d'électricité et de la fourniture d'énergie électrique aux tarifs réglementés joint en annexe.
- **d'autoriser** Monsieur le maire à signer ledit contrat de concession et l'ensemble de ses annexes.
- **d'autoriser** Monsieur le Maire à prendre toutes décisions nécessaires et signer tous actes, documents, contrats relatifs à la mise en œuvre de la présente délibération.
- **ordonne** les inscriptions budgétaires sur l'exercice concerné en rapport avec la perception des redevances versées à la commune.

Adopté à l'unanimité.

5A) AFFAIRES SCOLAIRES - DEMANDE DE SUBVENTION USEP

Rapporteur : Madame ANTOINE

Mme ANTOINE fait part à l'Assemblée de la demande de subvention de l'USEP (Union Sportive de l'Enseignement Primaire) pour l'année scolaire 2009/2010 d'un montant est de 540 €.

L'USEP permet aux élèves du groupe scolaire de participer aux activités sportives obligatoires dans le temps de l'enseignement.

La représentation pour l'année scolaire 2009/2010 est la suivante :

3 classes de maternelle :	64 participants
5 classes CP-CE1 :	99 participants
11 classes CE2-CM1-CM2	<u>197 participants</u>
	360 participants x 1.50 € = 540 €

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **décide** de verser à l'USEP la somme de 540 €.

Adopté à l'unanimité.

5B) AFFAIRES SCOLAIRES - DEMANDE DE SUBVENTION ACDAP

Rapporteur : Madame ANTOINE

Mme ANTOINE rappelle à l'Assemblée que comme chaque année, les écoles communales demandent la prise en charge de la cotisation annuelle des classes au Centre de Documentation et d'Animation Pédagogique de la Circonscription de Montigny-lès-Metz.

La cotisation est de 18 € par classe pour les écoles maternelles (1 classe pour la maternelle Sous les Vignes et 1 classe pour la maternelle Arc en Ciel) soit 36 €.

Pour le groupe Bernard Rabas, la cotisation s'élève à 1.80 € par élève soit 130 x 1.80 € = 234 €.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **décide** de verser à l'ACDAP une cotisation de 18 € par école maternelle et de 234 € pour le groupe scolaire Bernard Rabas

Adopté à l'unanimité.

6) AMENAGEMENT SECURITAIRE – COUSSINS BERLINOIS – DEMANDE DE SUBVENTION AU CONSEIL GENERAL

Rapporteur : Monsieur NICOLAY

Monsieur NICOLAY fait part au conseil que la commune est sollicitée très fréquemment pour des problèmes de sécurité et de vitesse excessive dans le village. Il a donc été envisagé d'étudier la mise en place des dispositifs type « coussins berlinois » à certains endroits de la commune.

Ces aménagements peuvent être subventionnés par le Conseil Général au titre des amendes de police.

Un devis a donc été demandé à la société CBS d'Aubervilliers afin de déposer un dossier de subvention. Celui-ci s'élève à la somme de 8 120 euros HT soit 9 711.52 €, signalétique incluses. Il comprend l'achat de deux systèmes complets soit 4 coussins.

Monsieur NICOLAY précise que la commande ne sera passée que si la commune obtient une subvention.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **sollicite** le Conseil Général pour l'octroi d'une subvention.
- **précise** que la part non subventionnée sera prise sur les fonds propres de la commune.

Adopté à l'unanimité.

7) BATIMENTS COMMUNAUX – CONTRAT DE MAINTENANCE ALARME

Rapporteur : Monsieur NICOLAY

Monsieur NICOLAY rappelle à l'Assemblée qu'en conseil municipal du 4 février dernier, il avait été décidé de prendre un contrat de maintenance avec la société AB Sécurité pour l'alarme de la mairie.

Il précise que d'autres bâtiments sont équipés par cette même société, à savoir, la salle de l'esplanade, les vestiaires du stade et les ateliers municipaux. Jusqu'à présent, ces bâtiments ne faisaient pas l'objet d'un contrat de maintenance et les interventions étaient facturées au fur et à mesure.

Le contrat proposé pour l'ensemble des bâtiments est le même que pour la mairie. Il donne droit à une visite annuelle de contrôle de tous les appareils avec réglages et essais ainsi que toutes les interventions de dépannages demandées dans le courant de l'année, main d'œuvre et déplacement compris, non compris les périodes d'astreinte (samedi, dimanche et jours fériés) qui seront facturées en sus.

Le tout pour un montant de 390 € HT soit 466.44 € TTC.

Le contrat mairie seule était de 155.48 € TTC.

Si le contrat est passé, pour simplification, au 1^{er} janvier 2010 par exemple, le contrat mairie allant jusqu'à début février sera annulé.

La date de début de contrat est laissée à notre choix.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **décide** de passer le contrat de maintenance alarme susvisé pour les bâtiments communaux équipés par la société AB Sécurité et ce, à compter du 1^{er} janvier 2010. La résiliation du contrat Mairie passé en début d'année se fera de fait.

Adopté à l'unanimité.

8) RENOUVELLEMENT DU PRIX DU BAIL DE CHASSE

Rapporteur : Monsieur le Maire

Monsieur le Maire rappelle à l'Assemblée que la révision du prix du bail de chasse se fait annuellement et qu'il est indexé sur la variation de l'indice des fermages.

Cet indice est constaté pour 2009 à la valeur de 117.9. Il est applicable pour les échéances annuelles du 01 octobre 2009 au 30 septembre 2010. Sa variation par rapport à 2008 est de plus 3.60 %.

Monsieur le Maire rappelle que le coût de la location de la chasse est de 500 €. Cela représenterait donc une augmentation de 18 €. Il propose de ne pas appliquer cette augmentation compte tenu des difficultés techniques d'intervention et des spécificités de la chasse à Scy-Chazelles.

Monsieur le Maire communique le bilan de la chasse donné par Monsieur STEFFEN, adjudicataire depuis février dernier : 1 sanglier, 11 renards, 2 chevreuils.

⇒ Madame PALUCCI en tant qu'adjointe à l'environnement déclare son opposition de principe au droit de chasse : La prolifération de certaines espèces, comme la disparition de certaines autres sont dues à une politique anarchique de gestion des espaces naturels et d'aménagement du territoire en France ce qui explique, entre autres causes, l'effondrement de la biodiversité. La chasse ne doit pas être le procédé facile de régulation des déséquilibres. Elle s'abstient donc de voter ce point et déclare que le maintien de la biodiversité sur notre territoire sera un thème important de la commission développement durable en 2010.

⇒ Monsieur CORTINA précise que ce n'est pas aussi simple et que les chasseurs sont là pour réguler les populations d'animaux qu'ils contribuent également par le paiement de cotisations à l'indemnisation des agriculteurs en cas de dégâts occasionnés par les animaux.

⇒ Monsieur NICOLAY précise toutefois, que si la commune ne louait pas la chasse, ce serait à elle de rembourser les dégâts.

⇒ Monsieur le Maire ajoute que si la chasse de Scy-Chazelles a été mise en location c'est uniquement parce que de nombreuses propriétés avaient été ravagées par des sangliers il y a 4 ou 5 ans et que de nombreuses plaintes avaient été déposées. Il ajoute, qu'après de nombreuses réunions et négociations, la Sous-Préfecture nous a demandé fermement d'ouvrir la chasse.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré

par 19 voix pour et 3 abstentions (Mmes PALUCCI – ANTOINE – DILLER))

- **décide** de ne pas augmenter le prix du bail de chasse.

9) DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DES AMENDES DE POLICE – AMENAGEMENT DE SECURITE PARC DE L'ARCHYRE/RUE PICHON

Rapporteur : Monsieur NICOLAY

Monsieur NICOLAY informe l'Assemblée de la nécessité d'installer des barrières de sécurité bois rue Pichon en surplomb du parc de l'Archyre afin de sécuriser la zone. Ces installations ne font pas parties du marché.

Un devis de fourniture a été demandé. Il s'élève à la somme de 2 100 € HT. Il ne comprend que l'achat des barrières. Il faudra ajouter à cela l'achat du matériel nécessaire à la pose, le tout ne devant pas dépasser 3 000 € HT

Monsieur NICOLAY propose à l'Assemblée de demander une subvention au titre des amendes de police. Le montant de la dépense non subventionnable sera pris sur les fonds propres de la commune.

M. BRABLÉ demande pourquoi un avenant n'a pas été fait pour inclure ces travaux dans le marché initial.

M. NAVROT précise que cela ne faisait qu'alourdir les démarches administratives et que cette solution coûterait moins cher à la commune puisque la pose serait effectuée par nos services.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **demande** au Conseil Général une subvention au titre des amendes de police.

Adopté à l'unanimité.

10) POSE ET DEPOSE DES ILLUMINATIONS DE NOËL – RESULTAT D'APPEL D'OFFRES

Rapporteur : Monsieur NICOLAY

Monsieur NICOLAY fait part au conseil que la commune a relancé un appel d'offres dans le cadre de la pose et de la dépose des illuminations de fin d'année.

Quatre sociétés ont remis leurs propositions.

Nom de l'entreprise	Montant HT	Montant TTC	Observations
ETDE TAESCH	6 446.50	7 710.01	Option arbres voie de la Liberté incluse 955 €
PRUD'HOMME	9 700.00	11 601.20	Option arbres voie de la Liberté incluse 1200 €
FORCLUM	7 499.00	8 968.80	Option arbres voie de la Liberté incluse 1000 €
UEM	7 287.31	8 715.62	Option arbres voie de la Liberté incluse 453 €

La commission d'appel d'offres réunie le 15 septembre dernier propose de retenir l'offre de l'entreprise ETDE TAESCH.

La pose doit être effective le 6 décembre (Saint Nicolas). Pour limiter la consommation d'électricité, la dépose doit être faite le 5 janvier.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **entérine** la proposition de la commission d'appel d'offres.

Adopté à l'unanimité.

11A) DROIT DE PREEMPTION URBAIN

Rapporteur : Monsieur BRABLE

Monsieur BRABLE informe le Conseil que le Maire n'a pas fait application du droit de préemption urbain pour les biens suivants :

⇒ Terrain bâti section 3, n°33	rue des Buissons
⇒ Terrain bâti section 1, n°225	rue Saint Vincent
⇒ Terrain bâti section 3, n°116	Voie de la Liberté
⇒ Terrain bâti section 10, n°327/64	chemin de la Mo selle
⇒ Terrain bâti section 3, n°119	Voie de la Liberté

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

prend acte de la décision du Maire de ne pas faire application du droit de préemption urbain pour les biens cités ci-dessus.

Adopté à l'unanimité.

11 B) DROIT DE PREEMPTION URBAIN – ACHAT DE TERRAINS DANS SITE CLASSE

Rapporteur : Monsieur BRABLE

Monsieur BRABLÉ rappelle que lors du précédent conseil, l'assemblée avait donné un accord de principe à l'acquisition de terrains sis en section 8 parcelles 161, 162 et 166 (chemin des Cents Livres) d'une contenance totale de 1 ha 06 a 32 ca et des terrains sis en section 1 n°1 et 70, Derrière la Tour d'une contenance de 86 a 94 ca.

Une évaluation de la valeur vénale de ces terrains a été demandée à France Domaines. Les terrains Chemin des Cents Livres sont évalués à 13 500 € et ceux sis Derrière la Tour à 18 000 €. Il s'agit du prix demandé par les vendeurs hors commission d'agence.

M. le Maire précise qu'il a rencontré avec Mme PALUCCI, M. NICOLAY et Mme MULLER, Monsieur HENNEQUIN de Longeville-lès-Metz, actuellement locataire des terrains Chemins des Cents Livres et intéressé par l'acquisition de ces derniers afin de développer la culture de la vigne ou de la truffe. Il s'est engagé à ne pas implanter sur ces terrains de décharge verte.

C'est pourquoi, il ne semble pas opportun pour la commune de préempter sur ces terrains Chemin des Cents Livres.

❖ M. BRABLÉ propose de préempter les terrains sis Derrière la Tour pour un montant de 18000 € et ne pas prendre en charge la commission d'agence.

❖ M. CORTINA demande pourquoi la commune a rencontré l'acquéreur potentiel des terrains Chemin des Cents Livres et pas celui des terrains derrière la tour qui avait peut-être lui aussi un projet tout à fait louable, ce qui aurait permis à la commune de ne pas faire de frais pour l'achat de terrains.

❖ M. BRABLÉ précise que Monsieur HENNEQUIN a lui même contacté la mairie afin de préciser son projet, ce qui n'est pas le cas de l'autre acquéreur.

❖ Madame PALUCCI explique qu'il ne faut pas considérer des achats de terrains comme des fra inutiles. Une commune s'enrichit lorsqu'elle acquiert du foncier et pas seulement des terrains constructibles. Cela faisait partie de la politique annoncée lors des élections. Et enfin, ces terrains sont implantés dans la zone que la commune souhaite réhabiliter en y réimplantant la petite agriculture et la viticulture.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

décide de préempter les terrains sis en section 1 n°1 et 70 d'une contenance de 86 a 94 ca pour la somme de 18 000 €.

Adopté à l'unanimité.

12) HAGANIS – RAPPORT D'ACTIVITE 2008 -

A. ASSAINISSEMENT B. TRAITEMENT DES DECHETS

Rapporteur : Monsieur QUINIO

Monsieur QUINIO présente au Conseil les rapports annuels sur la qualité et le prix des services publics d'assainissement et d'élimination des déchets ménagers et assimilés pour l'exercice 2008.

Il rappelle que conformément aux dispositions du Code général des Collectivités Territoriales, ces rapports doivent être portés à la connaissance des Conseils Municipaux des communes membres de la Communauté d'Agglomération.

Le Conseil Municipal prend acte des rapports susdits présentés par Monsieur QUINIO et disponibles en Mairie.

13) DIVERS

a) Onde verte

Monsieur le Maire fait part d'un courrier reçu début octobre de Monsieur le Maire de Moulins les Metz l'informant que le marché des travaux relatif à la mise en œuvre de l'onde verte sur le RD 603 a été attribué à l'entreprise ETDE-TAESCH pour un montant de 87 910.55 € TTC et que les travaux débiteront fin octobre. Par ailleurs, les Maires des communes périphériques concernées semblent désireux de participer à ces travaux tout en demandant à la commune de Moulins d'accepter que le Département réalise le rond point d'entrée projeté.

b) Festival Musiques sur les Côtes

Monsieur DHIOS précise que Mme ANDRÉ Roselyne se trouvant dans l'impossibilité de participer aux réunions de coordination du Festival, a cédé sa place à Madame HERZHAUSER qui a accepté le poste.

Il informe que cette année il y a eu 441 entrées payantes sur l'ensemble des 4 concerts.

c) Acte de barbarie

Monsieur le Maire informe le conseil qu'il y a eu cette semaine un acte d'une grande cruauté sur un animal dans le quartier En Prille. Un chat a été trouvé étranglé, attaché à un grillage et éviscéré. Une plainte a été déposée, un tel acte ne pouvant rester impuni.

d) Conférence sur l'eau

Madame PALUCCI rappelle à l'Assemblée que mercredi 4 novembre à 20 h 30 salle de l'Esplanade, Monsieur Dominique GROS viendra donner une conférence sur l'eau. Elle souhaite qu'en tant qu'hôtes, les membres du conseil soient présents en grande majorité.

SCY-CHAZELLES, le 30 octobre 2009

La secrétaire de séance
Suzanne FLORI

Le Maire
Jacques STRAUB